



La conseillère fédérale vient de déposer au Parlement le message relatif au premier paquet de mesures de la «Stratégie énergétique 2050».

DORIS LEUTHARD

INTERVIEW

«MÊME SANS L'ABANDON DU NUCLÉAIRE, LES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ AUGMENTERAIENT»

Doris Leuthard, la conseillère fédérale en charge du DETEC, nous parle de sa vision de la transition énergétique en Suisse à l'horizon 2050. Elle en appelle à la responsabilité individuelle et mise beaucoup sur la recherche et les nouvelles technologies.

PROPOS RECUEILLIS PAR
SOPHIE KELLENBERGER ET THIERRY VIAL
PHOTOS: VANINA MOREILLON

E21 Un peu plus de deux ans et demi après Fukushima, avez-vous l'impression que la détermination pour abandonner le nucléaire est toujours aussi forte en Suisse?

Doris Leuthard Sur le principe de l'abandon à terme du nucléaire, je pense que la majorité des citoyens n'a pas changé d'opinion, même si la volonté et l'enthousiasme sont un peu retombés. Mais les mesures et les propositions qui seront discutées au Parlement vont, j'en suis sûre, relancer la dynamique en faveur du tournant énergétique.

Concrètement, avez-vous déjà pu observer des avancées significatives pour économiser de l'énergie, ou trouvé des modes de production alternatifs sur les trente derniers mois?
Oui, dans les régions, il y a clairement une anticipation qui va dans le sens de la politique énergétique du Conseil fédéral. Les nouvelles idées et les projets concrets sont là et nous avons observé des réactions très positives dès l'annonce de notre nouvelle

stratégie énergétique. En Suisse romande, le tissu académique et les entreprises ont vite compris les enjeux.

Avez-vous des exemples encourageants?

A Genève, les Services industriels proposent un système de facturation de l'électricité innovant grâce auquel le consommateur peut bénéficier d'un rabais de 10% s'il parvient à diminuer sa consommation de 4%. Dans ce même canton, le projet de bus TOSA (Trolleybus Optimisation Système Alimentation), une première mondiale, stocke l'électricité dont il a besoin sur le toit et se recharge aux arrêts en quelques secondes. Autre exemple, dans le canton de Vaud, une procédure d'identification des sites propices au développement de l'énergie éolienne a été lancée au printemps 2011, en prenant en compte une dizaine de critères comme le potentiel énergétique et l'impact sur le paysage ou l'environnement. Dix-neuf sites ont été identifiés comme intéressants, avec un potentiel de production équivalant au quart des besoins du canton.

Dans le cadre de la «Stratégie énergétique 2050» du Conseil fédéral, la consommation d'électricité de la Suisse doit être

stabilisée après 2020 alors que sans changer nos habitudes, les perspectives énergétiques montrent que l'augmentation serait d'environ 30% d'ici à 2050 par rapport à aujourd'hui. Cette stabilisation vous semble-t-elle réaliste alors que les appareils électriques se multiplient?

Oui, absolument. Vous savez, il y a vingt ans, personne ne parlait d'installer dans sa maison des lampes LED qui consomment 80% d'électricité en moins que les anciennes ampoules à incandescence ou encore d'acheter un réfrigérateur de la classe A+++.

Les technologies actuelles permettent déjà des économies d'énergie considérables aussi bien dans les bâtiments, les appareils électriques que dans l'industrie, les services et la mobilité. Il faut encourager ces économies. Et d'autres technologies plus économes encore feront leur apparition, notamment grâce à la recherche. De nouveaux standards vont être définis pour l'industrie et les appareils électroniques seront moins gourmands à l'avenir.

L'un des gros potentiels d'économie d'énergie concerne les bâtiments, ce secteur étant responsable de 46% de la consommation totale d'énergie et de 37% de la

consommation d'électricité. Or, les Suisses sont parmi les plus endettés au monde sur le plan hypothécaire. Peut-on encore demander aux propriétaires de multiplier les efforts financiers pour l'efficacité de leur habitation? Il est clair qu'un effort particulier doit être entrepris pour les bâtiments anciens. Et là, les incitations fiscales et les subventions proposées par le Programme Bâtiments de la Confédération et des cantons fonctionnent bien pour encourager les propriétaires. Nous ne voulons pas forcer les gens. Dans certains cas – prenez l'exemple de mes parents qui ont plus de 80 ans –, il ne serait pas raisonnable d'exiger qu'ils entreprennent des travaux de rénovation. Malgré tout, nous misons sur un meilleur taux de rénovations car la Suisse ne figure pas dans le peloton de tête dans ce domaine en comparaison internationale. Je suis confiante car je pense que les incitations existantes, ajoutées à la hausse du prix de l'énergie qui se profile à moyen terme, vont pousser les gens à agir.

Vous ne voulez pas forcer les gens, mais dans certains cantons, on parle d'une interdiction des chauffages électriques à moyen terme... Oui, au niveau cantonal. Sur le plan fédéral, nous répétons qu'une interdiction des chauffages électriques dans les nouvelles constructions fait sens. Je prône avant tout le pragmatisme. Pour les résidences secondaires utilisées quelques mois par an, l'interdiction ne se justifie pas. Il y aura toujours des exceptions à prendre en compte, même si nous nous efforçons de réduire ce type de chauffage.

Quel rôle envisagez-vous pour les entreprises suisses dans un contexte très tendu où la Chine est accusée de subventionner massivement les sociétés actives dans ce domaine, pour s'arroger le marché mondial des panneaux solaires?

Le rôle de l'Etat consiste à garantir notre approvisionnement énergétique et l'accès à cette énergie. Dans le cadre de notre stratégie, nous devons accroître la part des sources d'énergies renouvelables et renforcer l'efficacité. Si le tissu économique suisse peut en profiter, tant mieux, mais nous ne subventionnons jamais directement les entreprises. Néanmoins, nous observons que dans le domaine des cleantech, il y a clairement des opportunités pour les entreprises helvétiques. Non pas dans la production de panneaux solaires, mais plutôt dans le développement de nouvelles technologies ou dans la vente de machines pour la fabrication de

ces panneaux par exemple. Les entreprises suisses sont très bien positionnées et elles vont bénéficier indirectement de nos efforts.

Vous pensez que l'Europe et les Etats-Unis ont eu raison de se fâcher contre les pratiques chinoises?

Oui. Ce que fait la Chine, c'est une politique industrielle basée sur des subventions qui débouchent sur une distorsion du marché. Je suis une partisane de la concurrence et je pense que cette stratégie n'est pas correcte car elle ne respecte pas les règles de l'OMC.

La Suisse a récemment signé un accord de libre-échange avec la Chine, qui pourra donc livrer librement ses panneaux produits à un prix artificiellement bas à la Suisse. C'est bien ça?

Oui, le cadre de cet accord englobe des règles générales et nous ne faisons pas de différence entre les marchés énergétique, pharmaceutique ou autre. Pour le consommateur, c'est une très bonne chose. En Suisse, nous ne produisons que très peu de panneaux

«La Suisse ne sera jamais un pays avec beaucoup de vent ni beaucoup de soleil, d'où l'intérêt pour l'hydraulique. Mais nous devons veiller à conserver un bon équilibre entre production et respect du paysage.»

DORIS LEUTHARD

solaires, donc l'industrie est peu touchée. Par contre, nous sommes plus engagés sur la fabrication de machines ou le développement de nouveaux produits. Mais je suis sûre qu'à la longue, les prix vont s'équilibrer car la Chine ne peut pas indéfiniment subventionner ses entreprises actives dans ce domaine.

Un problème similaire concerne les prix de l'électricité. L'éolien allemand produit en mer du Nord, et massivement subventionné par l'Etat, est moins cher que l'hydraulique

suisse. Cette situation pourrait-elle limiter l'essor de nouveaux projets hydrauliques à moyen terme?

Toute l'Europe souffre un peu de la stratégie allemande qui influence le prix du marché de l'électricité. Aujourd'hui, si le marché était ouvert à 100%, le consommateur suisse en profiterait directement. Mais, en réalité, ce sont surtout les entreprises qui achètent l'électricité qui profitent de cette situation. Tout comme en Chine, le système allemand de subventionnement ne peut pas perdurer, et je pense que nous allons assister à quelques corrections. Pour la Suisse, il est important de veiller en permanence à conserver une certaine indépendance. Une indépendance qui se paie, car notre production est toujours un peu plus chère. En contrepartie, cela nous permet de contrôler notre approvisionnement et de conserver des investissements en Suisse, ce qui est bon pour le marché du travail. De plus, c'est une assurance en cas de crise politique. Le marché va s'équilibrer et nous allons continuer à investir dans l'hydraulique car cette technologie présente de nombreux avantages pour la Suisse.

L'hydraulique représente-t-elle le plus grand potentiel d'énergie renouvelable en Suisse?

Le potentiel de développement est intéressant mais limité, comme pour toutes les énergies renouvelables. Reste que la Suisse ne sera jamais un pays avec beaucoup de vent ni beaucoup de soleil, d'où l'intérêt pour l'hydraulique. Nous devons en revanche veiller à conserver un bon équilibre entre production et respect du paysage. C'est pourquoi il n'est pas judicieux d'installer une centrale sur chaque petit ruisseau. Il faut plutôt concentrer l'effort sur l'amélioration des grandes installations actuelles. Ainsi, nous pouvons respecter l'équilibre entre la protection du paysage et les intérêts de la politique énergétique.

Que pensez-vous de l'idée du conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard d'invoquer la priorité nationale pour réduire les possibilités d'opposition aux éoliennes?

Il s'agit en fait de projets de construction dont les règles sont essentiellement du ressort des cantons et des communes. En Suisse, il existe un certain potentiel en ce qui concerne les éoliennes. D'un autre côté, il faut tenir compte de l'opposition d'une partie de la population, contrairement aux pays du Nord où la population se montre très favorable à ce type d'énergie. Nous nous efforçons d'expliquer que nous ne pouvons pas avoir le beurre et l'argent du beurre.



Si les éoliennes sont bien placées, les nuisances peuvent être limitées.

Faudrait-il limiter le droit de recours?

Le principe du droit de recours doit être respecté. Cela étant, en matière d'infrastructure de transport d'énergie, nous souhaitons limiter les possibilités de recours aux questions juridiques de principe. Ce qui devrait permettre de gagner de deux à trois ans pour de nouveaux projets. En ce qui concerne la production issue de sources d'énergie renouvelables, nous pensons que la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire doit permettre à chaque canton de définir les lieux d'implantation les mieux adaptés, ce qui devrait limiter le nombre des recours. Tous les projets d'implantation doivent être intégrés dans une vision nationale.

Pensez-vous que le Parlement va suivre vos propositions?

Nous avons procédé à une large consultation de tous les milieux, ce qui nous a permis de récolter de bonnes idées pour améliorer notre projet. Je pense que nous aurons une

claire majorité pour soutenir les mesures sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. La discussion va surtout tourner autour de la hauteur des subventions. Sinon, deux questions vont vraiment faire débat: l'initiative des Verts visant à abandonner le nucléaire dès 2035 et celle de l'UDC qui demande un vote populaire sur l'abandon de cette forme de production d'énergie.

Dans votre stratégie, vous laissez une place à la géothermie profonde. Les tremblements de terre de Saint-Gall et Bâle vous inquiètent-ils?

La géothermie est une énergie très intéressante car elle offre une production constante, ce qui contribuerait à stabiliser le réseau électrique. Nous avons encore du temps pour trouver les bonnes technologies dans ce domaine mais je reste persuadée que c'est une source d'énergie d'avenir. C'est pourquoi la Confédération doit la soutenir, soit par le biais de la recherche, soit par le fonds de la RPC. Les forages coûtent très cher et les risques économiques sont très élevés. Les événements de Bâle et de Saint-Gall nous permettent d'apprendre et d'avancer.

Pensez-vous que le gaz de schiste sera exploité un jour en Suisse?

Le Conseil fédéral, comme la majorité des gouvernements en Europe, reste très sceptique. Nous n'avons pas encore le recul nécessaire pour évaluer réellement les risques de pollution des nappes phréatiques engendrés par l'extraction du gaz de schiste. Beaucoup de scientifiques sont opposés à l'exploitation et c'est pourquoi nous mettons l'accent sur d'autres sources d'énergie. Nous restons toutefois attentifs et nous suivons l'évolution des technologies. Pour l'heure, aucun projet n'est prévu en Suisse, ni sous le lac Léman, ni ailleurs.

L'abandon du nucléaire devrait mener à une hausse progressive des prix de l'électricité. A quoi doit-on s'attendre dans les prochaines années?

Il n'est pas possible d'établir de prévisions fiables à long terme concernant l'évolution des prix de l'électricité. Les sondages et les analyses menées avec l'EPFZ et d'autres écoles montrent qu'il y aura un effet sur le prix. Mais la fourchette va de 15 à 30% et



nous ne pouvons pas encore estimer cela de manière précise. Il faut toujours rappeler que les coûts du réseau représentent 40% du prix de l'électricité. Et quelle que soit notre

stratégie énergétique, nous aurions de toute façon connu une hausse de prix car nous devons densifier et améliorer notre réseau, ce qui génère des coûts importants. Dit autrement: même sans sortie du nucléaire, les prix augmenteraient. Il faut cependant relativiser. Les investissements vont s'étaler dans le temps et la hausse des prix avec. Et il faut rappeler qu'en Suisse, les prix peuvent varier de 40% d'une commune à l'autre. Avec l'ouverture du marché de l'électricité, certains consommateurs pourront même voir leur facture baisser.

Pensez-vous que les Suisses savent ce qu'ils paient pour l'électricité?

Non, la majorité ne connaît pas vraiment les coûts engendrés par l'électricité. Ce qui n'incite pas à économiser. Et c'est pour cela que nous nous efforçons d'informer le plus possible. Ces prochaines semaines, des vidéos seront ainsi mises en ligne par mes services pour sensibiliser la jeune génération.

Il existe aussi des technologies qui permettent à chacun de connaître sa

consommation d'énergie. Faut-il les généraliser?

La commune d'Arbon joue un rôle de pionnier, elle qui a mis en place un système de compteurs intelligents pour mesurer la consommation des ménages. Nous nous réjouissons de découvrir les résultats de ce test. D'une manière générale, je pense que ces systèmes sont intéressants pour les ménages car ils permettent de contrôler la consommation d'électricité via son téléphone portable par exemple, soit un outil de gestion à la fois intelligent et ludique.

Personnellement, qu'avez-vous changé dans vos habitudes de consommation?

J'ai fait poser des panneaux solaires sur notre maison et je suis beaucoup plus attentive à ma consommation d'énergie en essayant, par exemple, de recharger mes appareils électroniques à l'énergie photovoltaïque. Sinon, j'utilise systématiquement des ampoules LED dans toute la maison. Ce sont des petites choses mais si chacun réalise des efforts de ce type, il y aura vraiment un impact sur la consommation globale. ■

PUBLICITÉ

connect
groupe e

**PLUS QUE
LA PASSION**

PARTAGEONS **PLUS** QUE L'ÉNERGIE